



Assemblée générale

Distr. générale
22 avril 2016
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session
Point 159 de l'ordre du jour
**Financement de la Mission
des Nations Unies au Libéria**

Mission des Nations Unies au Libéria : rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2014/15	427 267 000
Dépenses de 2014/15	410 858 900
Solde inutilisé de 2014/15	16 408 100
Crédit ouvert pour 2015/16	344 659 400
Montant estimatif des dépenses de 2015/16 ^a	335 924 500
Montant estimatif du solde inutilisé de 2015/16 ^a	8 734 900
Projet de budget du Secrétaire général pour 2016/17	205 068 000
Recommandation du Comité consultatif pour 2016/17	205 068 000

^a Montant estimatif au 31 janvier 2016.



I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/70/595) et son projet de budget pour la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/70/719). Lors de son examen du financement de la Mission, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements et des précisions complémentaires, avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 7 avril 2016. La liste des documents que le Comité consultatif a examinés et de ceux dont il s'est servi est donnée à la fin du présent rapport. Ses observations et recommandations détaillées sur les conclusions du Comité des commissaires aux comptes relatives aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2014/15 et sur les questions qui intéressent l'ensemble desdites opérations figurent respectivement dans ses rapports correspondants (voir A/70/803 et A/70/742, respectivement).

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015

2. Dans ses résolutions 68/291 et 69/259 A, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 427 267 000 dollars (montant net : 418 297 000 dollars) destinés à financer le fonctionnement de la Mission durant l'exercice 2014/15. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres. Le montant total brut des dépenses de l'exercice s'est élevé à 410 858 900 dollars, d'où un solde inutilisé de 16 408 100 dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 96,2 %, contre 94 % pour la période 2013/14. On trouvera une analyse des écarts à la section IV du rapport sur l'exécution du budget pour 2014/15 (voir A/70/595).

3. Le Secrétaire général indique que l'exercice financier 2014/15 a été affecté par l'épidémie d'Ebola, ce qui a amené la Mission à revoir l'exécution de son mandat pour s'adapter au contexte, notamment en aidant le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies et les autres partenaires à faire face à la crise. Les progrès ont enregistré un ralentissement dans certains domaines, tels que celui de la consolidation de la paix, dans la mesure où la priorité a été donnée aux efforts de prévention de l'Ebola et d'intervention et où des restrictions ont été imposées aux rassemblements, ce qui a entravé un certain nombre d'activités de la Mission. Le Secrétaire général indique également qu'une fois l'épidémie jugulée, des progrès considérables ont été réalisés dans certains domaines, tels que celui de textes de loi prioritaires, notamment des projets de loi relatifs à la police et à l'immigration (ibid., par. 10 et 17).

4. Suite à des demandes de précisions, le Comité consultatif a été informé que la MINUL a garanti à tout son personnel un climat lui permettant de poursuivre ses activités durant la crise de l'Ebola, notamment en prenant les dispositions suivantes : l'élaboration et la mise en œuvre du plan de préparation et d'intervention des Nations Unies en cas de situation d'urgence liée à l'Ebola; la formation du personnel médical et d'autres agents en situation de risque; la tenue de réunions d'information à l'intention de tout le personnel sur les procédures de prévention de

l'Ebola et d'intervention; et l'organisation de sessions de communication internes destinée à informer le personnel des Nations Unies des efforts de prévention de l'Ebola et d'intervention. Le Comité a également été informé qu'une fois l'épidémie jugulée au Libéria, les conditions étaient remplies pour la mise en œuvre de la troisième phase de retrait de la Mission et les niveaux révisés des effectifs autorisés pour la force militaire et la force de police, établis par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2215 (2015).

5. On trouvera à la section IV, ci-après, relative au projet de budget pour 2016/17 (A/70/719), les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre de divers objets de dépense.

III. Situation financière et information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

6. Le Comité consultatif a été informé qu'au 25 février 2016 le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la MINUL depuis sa création s'établissait à 7 255 109 900 dollars¹. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 7 138 201 080 dollars, le montant restant dû étant donc de 117 866 029 dollars. Le Comité a également été informé qu'au 31 décembre 2015 un montant de 11 319 400 dollars était dû aux contingents (en tenant compte des paiements effectués jusqu'en octobre 2015) et qu'un montant de 13 153 000 dollars était dû au titre du matériel appartenant aux contingents (en tenant compte des paiements effectués jusqu'au 30 septembre 2015). Au 24 février 2016, la Mission disposait d'un solde de trésorerie de 108 759 300 dollars. Après déduction d'une réserve opérationnelle de trois mois d'un montant de 62 846 700 dollars, le solde de trésorerie s'élevait à 45 912 600 dollars.

7. En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2016, un montant total de 4 652 000 dollars avait été versé au titre de 136 demandes d'indemnisation, depuis la création de la Mission. Sept demandes étaient en attente de règlement. **Le Comité consultatif veut espérer que les demandes en attente seront réglées rapidement.**

8. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 janvier 2016 l'occupation des postes de la MINUL se présentait comme suit :

	<i>Effectif autorisé^a</i>	<i>Effectif déployé</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Observateurs militaires	133	89	33,1
Contingents	4 678	3 292	29,6
Police des Nations Unies	498	298	40,2

¹ S'agissant de l'exercice financier 2015/16, le Secrétaire général avait indiqué qu'au 30 mars 2015 le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la MINUL depuis sa création s'établissait à 7 356 067 000 dollars. Dans le cadre du présent rapport, le Comité consultatif a été informé que le montant susmentionné comportait une erreur qui avait, depuis, été corrigée. Le montant correct au 30 mars 2015 s'établissait à 6 934 279 000 dollars.

	<i>Effectif autorisé^a</i>	<i>Effectif déployé</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Unités de police constituées	1 265	1 000	20,9
Personnel fourni par des gouvernements	32	31	3,1
Postes			
Personnel recruté sur le plan international	398	342	14,1
Personnel recruté sur le plan national	853	781	8,4
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)			
Personnel recruté sur le plan international	–	–	–
Personnel recruté sur le plan national	–	–	–
Volontaires des Nations Unies	204	182	10,8

^a Niveau le plus élevé de l'exercice.

9. Le Comité consultatif a également reçu un tableau des dépenses effectives et du montant estimatif des dépenses de l'exercice 2015/16, accompagné d'une analyse des écarts. Au 31 janvier 2016, le montant brut des dépenses s'élevait à 241 132 200 dollars (montant net: 236 902 700 dollars), contre des crédits d'un montant brut de 344 659 400 dollars (montant net : 335 970 700 dollars). À la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses de la Mission devrait s'établir à 335 924 500 dollars, soit un solde inutilisé de 8 734 900 dollars représentant 2,5 % du crédit ouvert.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017

A. Mandat et résultats prévus

10. Le mandat de la MINUL a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1509 (2003). La Mission a pour mandat d'aider le Conseil à atteindre l'objectif général consistant à faire avancer le processus de paix au Libéria (ibid. par. 4). La dernière prorogation en date, jusqu'au 30 septembre 2016, a été autorisée par le Conseil dans sa résolution 2239 (2015). Dans la même résolution, le Conseil de sécurité a prié la MINUL de s'employer, à compter du 1^{er} juillet 2016, à aider les organismes de sécurité libériens à protéger les civils au cas où les conditions de sécurité se détérioreraient au point de remettre en cause la stratégie adoptée sur le plan de la paix et de la stabilité dans le pays, en tenant compte de la réduction des capacités et des zones de déploiement de la MINUL.

11. Les hypothèses budgétaires et les activités d'appui correspondantes pour l'exercice sont décrites aux paragraphes 8 à 34 du rapport du Secrétaire général (A/70/719). Le Secrétaire général indique que, conformément à la résolution 2239 (2015) du Conseil de sécurité, au 30 juin 2016 la MINUL aura ramené ses effectifs militaires de 3 590 à 1 240 éléments et ses effectifs de police de 1 515 à 606 éléments, les effectifs civils devant eux aussi être rationalisés (ibid., par. 12).

B. Ressources nécessaires

12. Le montant brut du projet de budget de la MINUL pour l'exercice 2016/17 s'élève à 205 068 000 dollars (montant net : 198 505 200 dollars), soit une diminution de 139 591 400 dollars (40,5 % en termes bruts) par rapport au crédit ouvert pour 2015/16, hors contributions volontaires en nature budgétisées d'une valeur de 52 800 dollars. Le budget couvre le déploiement d'un effectif de 1 240 militaires, 606 policiers, 294 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 560 agents recrutés sur le plan national, 157 Volontaires des Nations Unies et 26 agents fournis par des gouvernements (ibid., résumé).

13. Les sections II et III du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget (A/70/719) contiennent des renseignements détaillés sur les ressources financières demandées et une analyse des écarts. La diminution d'ensemble des ressources nécessaires s'explique par les réductions proposées pour tous les objets de dépense, à l'exception des fournitures, services et matériels divers, par rapport aux crédits ouverts pour 2015/16. Les réductions proposées dans le montant total des ressources demandées tiennent aux éléments suivants : la réduction des effectifs de la Mission et le rapatriement correspondant du personnel militaire et de police; la réduction nette proposée du nombre de fonctionnaires recrutés sur les plans international et national; la réduction proposée du nombre de Volontaires des Nations Unies et du personnel fourni par des gouvernements; et la réduction des crédits demandés pour les dépenses opérationnelles. La diminution d'ensemble est partiellement compensée par l'augmentation proposée au titre des fournitures, services et matériels divers, d'un montant de 2 783 100 dollars (66,1 %), qui s'explique par les crédits demandés au titre des projets d'appui dans certains domaines spécifiques (voir par. 21 et 22 ci-après).

1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2015/16^a</i>	<i>Effectif proposé pour 2016/17</i>	<i>Variation</i>
Observateurs militaires	133	50	(83)
Contingents	4 678	1 190	(3 488)
Police des Nations Unies	498	226	(272)
Unités de police constituées	1 265	380	(885)

^a Niveau le plus élevé de l'exercice.

14. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel militaire et du personnel de police pour l'exercice 2016/17 s'élève à 65 722 600 dollars, soit une diminution de 96 852 700 (59,6 %) par rapport à l'exercice précédent. Le Secrétaire général indique que la baisse des crédits demandés à cette rubrique tient essentiellement au rapatriement de 83 observateurs militaires, 3 488 membres des contingents, 272 membres de la Police des Nations Unies et 885 agents d'unités de police constituées, prévu pour l'exercice 2016/17. Le Secrétaire général indique en outre que ces prévisions de dépenses sont établies sur la base d'un effectif complet, pendant tout l'exercice 2016/17, pour le personnel militaire et les unités de police constituées, et d'un taux de vacance de poste de 7 % pour la Police des Nations Unies. Pour l'exercice 2015/16, les taux de vacance de poste ont été de 19 % pour les observateurs militaires, 27 % pour les membres des contingents, 18 % pour la Police

des Nations Unies et 21 % pour les unités de police constituées (ibid., par. 104 et 115 à 118).

15. Le Comité consultatif recommande l'approbation des crédits demandés au titre des militaires et du personnel de police.

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2015/16^a</i>	<i>Effectif proposé pour 2016/17</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan international	398	294	(104)
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs recrutés sur le plan national	60	44	(16)
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	793	516	(277)
Emplois de temporaire, financés au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	–	–
Volontaires des Nations Unies	204	157	(47)
Personnel fourni par des gouvernements	32	26	(6)
Total	1 487	1 037	(450)

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé/proposé.

16. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil pour l'exercice 2016/17 s'élève à 81 284 600 dollars, soit une réduction de 24 166 100 dollars (22,9 %) par rapport à l'exercice 2015/16. La diminution des montants demandés s'explique par la réduction nette proposée des effectifs du personnel recruté sur le plan international et sur le plan national, ainsi que de ceux des Volontaires des Nations Unies et du personnel fourni par des gouvernements pour l'exercice 2016/17, par rapport à l'exercice précédent. Les prévisions de dépenses relatives aux différentes catégories de personnel civil ont été établies sur la base des taux de vacance suivants (ibid., par. 104 et 119 à 122) :

<i>Catégorie</i>	<i>Taux budgétisé 2015/16</i>	<i>Projection 2016/17</i>
Personnel recruté sur le plan international	15,0	10,0
Personnel recruté sur le plan national		
Administrateurs recrutés sur le plan national	15,0	15,0
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	6,0	7,0
Volontaires des Nations Unies		
Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	15,0	10,0
Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national	0,0	7,0
Personnel fourni par des gouvernements	3,0	3,0

17. Les changements qu'il est envisagé d'apporter à l'effectif de chaque composante sont décrits en détail dans le projet de budget (ibid., par. 38 à 102). Ils sont résumés dans l'annexe au présent rapport. Le Secrétaire général propose une réduction nette de 444 postes et emplois de temporaire (104 postes pourvus sur le plan international, 293 postes pourvus sur le plan national et 47 postes de Volontaire des Nations Unies), résultant de la suppression de 474 postes et de la création de 30 postes. Le Secrétaire général propose également la transformation d'un poste, la réaffectation de 11 postes, le transfert de 64 postes et le reclassement de 9 postes dans les différentes composantes de la Mission (ibid., par. 32).

18. S'étant renseigné sur la justification du maintien de tous les postes et emplois de temporaire du niveau de directeur alors que la Mission réduit ses effectifs, le Comité consultatif a été informé qu'après la transmission de la responsabilité des questions de sécurité aux organismes nationaux, le 30 juin 2016, il importerait tout particulièrement que la MINUL maximise ses capacités militaires et de police, d'où une exigence de continuité à l'échelon de ses hauts responsables. Plus particulièrement, le Comité a été informé que, durant la phase de retrait d'une mission, le rôle de Directeur de l'appui à la mission demeurerait critique dans la mesure où il fallait prendre des décisions complexes et bien maîtriser l'ensemble des questions relatives à la phase de retrait – considérations qui avaient prévalu à la proposition de maintenir ce poste dans le budget de 2016/17. Le Comité a également été informé que le poste de directeur de l'appui à la mission (D-2) était vacant depuis décembre 2015 et que l'on procédait au recrutement de son titulaire. **Le Comité consultatif estime que, dans la mesure où la Mission poursuit son retrait et où il est proposé de réduire considérablement ses opérations et ses effectifs, la nécessité du maintien du poste de directeur de l'appui à la mission à la classe D-2 devrait continuer d'être étudiée.**

19. **Le Comité consultatif recommande d'approuver le tableau d'effectifs proposé par le Secrétaire général.**

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

<i>Montant alloué pour 2015/2016</i>	<i>Montant proposé pour 2016/2017</i>	<i>Variation</i>
76 633 400	58 060 800	(18 572 600)

20. Le Secrétaire général propose de fixer à 58 060 800 dollars le montant des dépenses opérationnelles pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, soit une diminution de 18 572 600 dollars (24,2 %) par rapport au montant alloué pour l'exercice 2015/16.

Fournitures, services et matériel divers

21. Le montant prévu au titre des fournitures, services et matériel divers pour l'exercice 2016/17 est de 6 993 900 dollars, soit 2 783 100 dollars (66,1 %) de plus que le montant alloué pour l'exercice 2015/16. Cette augmentation s'explique essentiellement par les montants prévus au titre de projets visant à appuyer la transition en matière de sécurité, la stratégie nationale concernant la police de proximité, le renforcement de la gestion intégrée de la sécurité des frontières et le

respect des obligations incombant au Gouvernement concernant les traités relatifs aux droits de l'homme ainsi que les politiques en matière de violence sexiste et sexuelle. L'augmentation des dépenses prévues au titre des projets d'appui est partiellement contrebalancée par la réduction prévue des ressources demandées au titre des fournitures, du fret et des coûts connexes dans le cadre de la réduction des effectifs de la Mission (ibid., par. 131 et 132).

22. D'après les renseignements complémentaires communiqués au Comité consultatif, l'augmentation prévue des ressources demandées au titre des autres services, qui incluent les projets d'appui, s'établit à 3 542 000 dollars. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, conformément aux directives reçues du Siège de l'Organisation des Nations Unies en septembre 2015, la MINUL et l'équipe de pays des Nations Unies ont élaboré sept propositions de projets devant être exécutés en partenariat avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et qui, dans le cadre des composantes respectives de la budgétisation axée sur les résultats, viendraient étayer la mise en œuvre du mandat de la Mission. Le Comité consultatif a également été informé que ces projets contribueraient aux efforts déployés par les entités des Nations Unies durant la phase de transition et de consolidation de la Mission. Un résumé des sept propositions de projets d'appui, à l'intention du Comité consultatif, est présenté dans le tableau ci-dessous.

Résumé des projets d'appui pour l'exercice 2016/17

(En dollars des États-Unis)

<i>Composante de la budgétisation axée sur les résultats</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Thème</i>	<i>Coût estimatif</i>
Sécurité	OIM	Gestion intégrée des frontières, sécurité et stabilisation	611 950
Sécurité	PNUD	Renforcement de la participation des communautés/ mécanismes de maintien de l'ordre	820 000
État de droit	ONU-Femmes	Appui au Gouvernement libérien pour lutter contre l'impunité des auteurs de crimes sexuels et de faits de violence sexiste	110 160
État de droit	ONU-Femmes	Appui au Gouvernement libérien aux fins de la mise en œuvre de sa stratégie nationale destinée à répondre aux obligations découlant des traités régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme	111 132
État de droit	PNUD	Formation au renforcement des capacités et atelier sur les lois électorales et les procédures de règlement des différends électoraux afin de prévenir la violence liée aux élections et la violence sexiste	86 000
Consolidation de la paix	PNUD	Renforcement de la réconciliation nationale grâce à une meilleure compréhension de l'utilisation traditionnelle des ressources forestières et foncières et constitution d'instances réunissant les parties prenantes	1 112 654

<i>Composante de la budgétisation axée sur les résultats</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Thème</i>	<i>Coût estimatif</i>
Consolidation de la paix	FAO	Promotion de la cohésion sociale fondée sur le développement socioéconomique le long de la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria	687 270
Total			3 539 200^a

Abréviations : FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; OIM : Organisation internationale pour les migrations; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement; ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

^a Montant arrondi.

23. Pour ce qui est de l'appui fourni au Gouvernement libérien aux fins de la mise en œuvre de sa stratégie nationale destinée à répondre aux obligations découlant des traités régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme, et du renforcement des capacités nationales à cette fin, le Comité consultatif, ayant demandé des précisions, a été informé que la Mission apportait une assistance technique à une instance nationale chargée des obligations découlant des traités, comme l'avait recommandé le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans son rapport sur le renforcement des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, en application de la résolution 66/254 de l'Assemblée générale.

24. **Le Comité consultatif note que les activités proposées semblent correspondre à des services d'appui direct fournis au Gouvernement libérien et, par conséquent, il considère que ces activités devraient être décrites comme telles dans la partie du budget identifiant clairement les liens avec les réalisations escomptées et les indicateurs de succès. Il ne doute pas que le Secrétaire général donnera des informations supplémentaires à ce sujet dans ses rapports correspondants sur l'exécution du budget.** Les observations et recommandations du Comité consultatif concernant la classification et l'établissement de rapports sur cette assistance figureront dans son rapport sur les questions transversales (voir aussi par. 34 ci-dessous).

25. **Le Comité consultatif recommande que les ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles soient approuvées.**

4. Questions diverses

Recommandations du Comité des commissaires aux comptes

26. À la demande du Comité consultatif, les mesures prises par la Mission pour appliquer les recommandations figurant dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/70/5 (Vol. II), chap. II) se présentaient comme suit : a) en ce qui concerne l'intensification des efforts faits pour rendre le budget réaliste, la Mission a veillé à ce que la formulation de son budget pour l'exercice 2016/17 tienne compte de l'analyse des données recueillies par le passé; b) en ce qui concerne l'évaluation de la performance des fonctionnaires, la Mission s'est acquittée à 96 % de ses obligations pour l'exercice 2014/15; c) en ce qui concerne le Manuel des achats, la Mission a

renforcé ses procédures afin d'assurer une utilisation efficace des garanties de bonne exécution; d) en ce qui concerne la politique relative à l'achat à l'avance de billets pour les voyages, la Mission compte sur une amélioration une fois qu'Umoja-Extension sera déployé; et e) en ce qui concerne l'utilisation efficace des moyens aériens, le projet de budget de la Mission pour 2016/17 prévoit le retrait d'un avion, d'un appareil de type MI-8 (avion de ligne) et de trois appareils de type MI-24 (appareil militaire), en sus d'une réduction de 27 % en moyenne du nombre d'heures de vol prévues au budget pour les avions et les hélicoptères. **Le Comité consultatif ne doute pas que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes qui attendent de l'être seront pleinement appliquées par la MINUL à titre prioritaire.**

Environnement

27. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale, dans sa résolution 69/307, a prié le Secrétaire général de continuer de s'efforcer d'atténuer l'impact environnemental global des missions de maintien de la paix, notamment en mettant en place des systèmes de gestion des déchets et de production d'énergie qui soient respectueux de l'environnement, dans le plein respect des règlements et des règles applicables, y compris les politiques et procédures des Nations Unies en matière de protection de l'environnement et de gestion des déchets. À cet égard, le Secrétaire général précise que la MINUL dispose d'une équipe chargée de la protection de l'environnement, qui veille à ce que les politiques écologiques de l'ONU et du Gouvernement soient diffusées auprès de toutes les parties concernées et suit de près leur application. Afin d'assurer un contrôle de la qualité, l'équipe de la Mission chargée de l'environnement et l'Agence libérienne pour la protection de l'environnement devraient continuer de mener des inspections sur les différents sites utilisés par la Mission. Grâce à toutes ces mesures, la MINUL devrait réduire son empreinte écologique (ibid., par. 34).

28. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les activités relatives à l'environnement entreprises par la MINUL sont guidées par les politiques du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions en matière de protection de l'environnement et de gestion des déchets. Pour ce qui est de la gestion des problèmes environnementaux liés à l'empreinte écologique de la Mission, la MINUL agit en coopération avec le Gouvernement libérien et s'assure que les politiques environnementales de ce dernier sont respectées. À cet égard, le Gouvernement libérien, par l'intermédiaire de l'Agence libérienne pour la protection de l'environnement, et la MINUL effectuent une évaluation conjointe de la dégradation de l'environnement et formulent des recommandations sur les mesures à prendre, qui sont mises en œuvre par les bureaux compétents de la Mission. Le Comité consultatif a également été informé que l'Agence libérienne pour la protection de l'environnement et le Groupe de l'environnement de la MINUL procèdent ensemble à des inspections afin de déterminer s'il convient d'émettre un certificat de conformité aux normes environnementales.

29. Le Comité consultatif prend note des observations spécifiques du Comité des commissaires aux comptes, qui a constaté que, dans le cas de la MINUL, les déchets, composés notamment de vieilles batteries, 420 articles de matériel de communications et de matériel informatique, 28 conteneurs maritimes, 112 véhicules destinés à la ferraille, 3 850 pneus usés, une centaine de meubles

cassés et 51 000 litres de lubrifiants usés, gisaient à ciel ouvert depuis une longue période, et que le contrat passé par la Mission pour l'enlèvement de la ferraille avait expiré le 31 juillet 2015. De l'avis du Comité des commissaires aux comptes, ces pratiques d'entreposage non satisfaisantes et ces retards dans l'élimination des déchets vont à l'encontre des buts des politiques de protection de l'environnement et de gestion des déchets arrêtées par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions et il convient d'y remédier de toute urgence (A/70/5 (Vol. II), par. 224 et 225). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que depuis le 1^{er} juillet 2015, la MINUL a pris des mesures aux fins de l'enlèvement rapide des déchets et que les déchets solides entreposés sur le site avaient été convenablement éliminés. Le Comité consultatif a également été informé que la MINUL avait conclu des accords relatifs à l'élimination des déchets, mis en place des mesures de prévention de la dégradation des sols et avisé le Gouvernement libérien de la fermeture de ses sites.

30. Le Comité consultatif note avec préoccupation les retards que le Comité des commissaires aux comptes a relevés quant à la mise en œuvre par la MINUL des politiques établies en matière de protection de l'environnement et de gestion des déchets. Le Comité consultatif, prenant note des mesures prises par la MINUL en ce qui concerne l'enlèvement des déchets, compte que la Mission continuera de s'employer à réduire l'impact environnemental global, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 69/307.

Renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national

31. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale, dans sa résolution 69/259 B, a reconnu qu'il importait, tout en procédant au retrait de la Mission, de renforcer les capacités du personnel recruté sur le plan national, et demandé au Secrétaire général de poursuivre ses efforts à cet égard. Le Secrétaire général indique que la MINUL continue d'appliquer les programmes de renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national, qui couvrent des domaines tels que la création d'entreprise, l'informatique, la gestion, la consolidation de la paix et le développement, dans le cadre desquels 125 agents supplémentaires recrutés sur le plan national suivront des programmes de certification pendant l'exercice 2015/16. **Le Comité consultatif compte que la MINUL poursuivra ses efforts à cet égard.**

Collaboration avec les partenaires et l'équipe de pays des Nations Unies

32. Le Comité consultatif rappelle la recommandation, approuvée par l'Assemblée générale, dans laquelle il avait demandé que le Secrétaire général fasse figurer des informations sur les activités de consolidation de la paix dans ses futurs rapports sur le budget. À cet égard, le Secrétaire général indique que la MINUL et l'équipe de pays des Nations Unies fournissent un appui politique et technique à l'exécution de 11 projets de consolidation de la paix dans les domaines de l'état de droit et de la réforme du secteur de la sécurité. La Déclaration d'engagements réciproques entre le Gouvernement libérien et la Commission de consolidation de la paix² fournit les orientations nécessaires à cette dernière pour ce qui est de ses activités de sensibilisation. Il est en outre précisé qu'en juin 2015, la Commission a invité le Secrétaire général à formuler des recommandations concernant la coopération future avec le Libéria dans la perspective d'un éventuel retrait de la MINUL et du passage

² Adoptée le 16 novembre 2010.

à une présence des Nations Unies. La Mission et l'équipe de pays des Nations Unies contribuent à ce processus (A/70/719, sect. V).

33. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la MINUL avait fourni à des représentants du secrétariat de la Commission de consolidation de la paix, au Bureau d'appui à la consolidation de la paix, au Département des affaires politiques, au Département des opérations de maintien de la paix et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) un appui fonctionnel, entre autres, aux fins de l'élaboration du projet de version révisée de la Déclaration d'engagements réciproques pour 2016-2017, sur la base de consultations avec les principales parties prenantes au Libéria et des membres de la formation Libéria de la Commission de consolidation de la paix. **Le Comité consultatif prend note des mesures prises par la MINUL à cet égard.**

34. Le Secrétaire général indique en outre qu'une planification intégrée plus progressiste avec l'équipe de pays des Nations Unies, conforme à la politique d'évaluation et de planification intégrées de l'ONU, sera mise en œuvre pendant le retrait de la Mission et lors du transfert de ses responsabilités, et sera à la base de la phase finale de la stratégie de retrait (ibid., par. 37). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la sécurité de l'équipe de pays des Nations Unies continuerait à être assurée par la MINUL jusqu'à ce que le Gouvernement assume pleinement ces responsabilités, et que la stratégie de sortie de la MINUL reposerait sur un examen minutieux des conditions de sécurité et des capacités nationales pour ce qui est de maintenir la paix et la stabilité.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

35. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINUL durant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 sont énoncées au paragraphe 82 du rapport sur l'exécution du budget de la Mission (A/70/595). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 16 408 100 dollars, ainsi que les autres recettes et ajustements, dont le montant s'élève à 8 942 800 dollars, soient portés au crédit des États Membres.**

36. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINUL durant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 sont énoncées au paragraphe 133 du projet de budget (A/70/719). **Compte tenu des recommandations formulées aux paragraphes 15, 19 et 25 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 205 068 000 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Mission au-delà du 30 septembre 2016.**

Documents officiels utilisés pour examen ou référence

- Exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Libéria pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/70/595)
- Budget de la Mission des Nations Unies au Libéria pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/70/719)
- Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies [A/70/5 (Vol. II)]
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/70/742)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, modalités de financement pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 (A/69/839/Add.11)
- Résolutions 68/291 et 69/259 A et B de l'Assemblée générale
- Résolution 2239 (2015) du Conseil de sécurité

Annexe

**Mission des Nations Unies au Libéria : récapitulatif
des modifications du tableau d'effectifs proposées
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017**

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Direction exécutive et administration					
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général	-1	SM	Assistant administratif	Poste supprimé	
	+1	P-4	Spécialiste de la planification	Poste transféré	Poste transféré au Groupe de la planification stratégique
	+1	P-3	Attaché de liaison	Poste transféré	Transfert d'un poste de l'Équipe d'appui aux bureaux locaux
Total partiel	+1				
Bureau du Chef de la Police des Nations Unies	-1	P-4	Conseiller en matière de formation de la Police des Nations Unies	Poste supprimé	
Total partiel	-1				
Groupe de la planification stratégique	-1	P-5	Fonctionnaire hors classe chargé de la planification des missions	Poste supprimé	
	-1	P-4	Fonctionnaire chargé de la planification des missions	Poste transféré	Poste transféré au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
Total partiel	-2				
Équipe d'appui aux bureaux locaux	-1	P-4	Coordonnateur	Poste transféré	Poste transféré aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-1	P-3	Coordonnateur	Poste transféré	Poste transféré aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-1	P-3	Attaché de liaison	Poste transféré	Poste transféré au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	-1	VNU	Attaché de liaison (adjoint de 1 ^{re} classe)	Poste transféré	Poste transféré aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
Total partiel	-4				
Bureaux de comté	-9	P-3	Chef du bureau local	Poste supprimé	
	-1	P-3	Spécialiste des affaires civiles	Poste supprimé	

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-1	P-3	Spécialiste des droits de l'homme	Poste supprimé	
	-3	P-2	Spécialiste des droits de l'homme	Postes supprimés	
	-7	AN	Spécialiste des affaires civiles	Postes supprimés	
	-5	AN	Spécialiste des questions d'état de droit	Poste supprimé	
	-6	AN	Spécialiste des droits de l'homme	Postes supprimés	
	-3	GN	spécialiste des droits de l'homme	Postes supprimés	
	-2	GN	Fonctionnaire de l'information	Postes supprimé	
	-1	GN	Assistant d'information	Poste supprimé	
	-2	GN	Assistant de production d'émissions radiophoniques	Postes supprimés	
	-9	GN	Assistant d'équipe	Postes supprimés	
	-5	VNU	Spécialiste des affaires civiles	Postes supprimés	
	-1	VNU	Spécialiste des droits de l'homme	Poste supprimé	
	-1	VNU	Fonctionnaire de l'information	Poste supprimé	
	-5	P-4	Chef du bureau local	Postes transférés	Postes transférés aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-2	P-3	Spécialiste des affaires civiles	Postes transférés	Postes transférés aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-2	P-3	Fonctionnaire de l'information	Postes transférés	Postes transférés au bureau régional de la Section de la coordination des programmes
	-2	P-3	Spécialiste des droits de l'homme	Postes transférés	Postes transférés aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-3	P-2	Spécialiste des droits de l'homme	Postes transférés	Postes transférés aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-1	AN	Spécialiste des questions d'état de droit	Poste transféré	Poste transféré aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-1	AN	Spécialiste des affaires civiles	Poste transféré	Poste transféré au aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-5	GN	Assistant d'équipe	Postes transférés	Postes transférés aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-5	VNU	Spécialiste des questions d'état de droit	Postes transférés	Postes transférés aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-5	VNU	Spécialiste des affaires civiles	Postes transférés	Postes transférés aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-4	VNU	Spécialiste des droits de l'homme	Postes transférés	Postes transférés aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-1	VNU	Spécialiste des affaires civiles	Poste transféré	Poste transféré aux services de la consolidation de la paix/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	-1	GN	Assistant d'information	Poste transféré	Poste transféré au Bureau de l'information
Total partiel	-93				
Centre d'analyse et d'opérations conjoint	-1	P-4	Analyste de l'information	Poste supprimé	
	-1	SM	Assistant administratif	Transformation de poste	Centre d'analyse et d'opérations conjoint
	+1	GN	Assistant administratif	Transformation de poste	Centre d'analyse et d'opérations conjoint
	-13	GN	Spécialiste des questions politiques (adjoint de 2 ^e classe)	Postes supprimés	
	+4	VNUI	Analyste de l'information	Création d'emplois	
Total partiel	-10				
Bureau de la communication et de l'information	-4	P-3	Fonctionnaire de l'information	Postes supprimés	
	-1	AN	Réalisateur d'émissions radiophoniques (hors classe)	Poste supprimé	
	-1	AN	Fonctionnaire de l'information	Poste supprimé	
	-6	GN	Assistant d'information	Postes supprimés	
	-1	GN	Assistant site Web	Poste supprimé	
	-1	GN	Assistant de production d'émissions radiophoniques	Poste supprimé	
	-1	GN	Technicien spécialiste de la radiodiffusion	Poste supprimé	

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-2	GN	Assistant d'équipe	Postes supprimés	
	-1	GN	TV/Assistant vidéo	Poste supprimé	
	-1	GN	Photographe	Poste supprimé	
	-1	GN	Infographiste	Poste supprimé	
	-1	P-4	Fonctionnaire de l'information	Poste reclassé	Bureau de la communication et de l'information
	+1	P-4	Porte-parole	Poste reclassé	Bureau de la communication et de l'information
	+1	GN	Assistant d'information	Poste transféré	Poste transféré du Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général/Bureau de comté
Total partiel	-19				
Section des affaires juridiques	-1	SM	Assistant administratif	Poste supprimé	
Total partiel	-1				
Équipe déontologie et discipline	-1	P-2	Fonctionnaire adjoint chargé des signalements	Poste supprimé	
Total partiel	-1				
Section de la sécurité	-1	P-2	Agent de sécurité auxiliaire	Poste supprimé	
	-2	SM	Agent de sécurité	Postes supprimés	
	-6	SM	Assistant à la sécurité	Postes supprimés	
	-2	SM	Assistant pour la protection individuelle	Postes supprimés	
	-30	GN	Assistant à la sécurité	Postes supprimés	
	-3	GN	Agent de sécurité	Postes supprimés	
	-2	GN	Assistant à la sécurité incendie	Postes supprimés	
Total partiel	-46				
Section des affaires politiques	-1	P-4	Spécialiste des affaires politiques	Poste supprimé	
	-1	SM	Assistant administratif	Poste supprimé	
Total partiel	-2				
Composante 1 : sécurité					
Bureau du Chef de la police des Nations Unies	-1	P-4	Conseiller en procédures pénales (Police des Nations Unies)	Poste supprimé	
Total partiel	-1				

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Composante 2 : état de droit					
Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (état de droit)	-1	D-1	Administrateur général chargé des questions d'état de droit	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	SM	Assistant administratif	Poste supprimé	
Total partiel	-2				
Service consultatif de l'administration pénitentiaire	-1	P-5	Administrateur hors classe chargé des questions pénitentiaires	Poste supprimé	
	-1	AN	Spécialiste des questions d'état de droit	Poste supprimé	
	-2	GN	Assistant administratif	Postes supprimés	
	-1	P-4	Fonctionnaire chargé de la formation	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	P-3	Spécialiste des questions pénitentiaires	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	SM	Assistant administratif	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	AN	Conseiller juridique	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	VNU	Fonctionnaire d'administration	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-2	VNU	Fonctionnaire chargé de la formation	Postes transférés	Postes transférés au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
Total partiel	-11				
Section de la réforme de la législation et des politiques	-1	P-5	Spécialiste hors classe des affaires judiciaires	Poste supprimé	
	-2	P-3	Spécialiste des affaires judiciaires	Postes supprimés	
	-1	SM	Assistant administratif	Poste supprimé	
	-2	AN	Spécialiste des affaires judiciaires	Postes supprimés	
	-1	VNU	Spécialiste des questions d'état de droit	Poste supprimé	

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-2	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Postes transférés	Postes transférés au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	AN	Spécialiste des affaires judiciaires	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	GN	Assistant administratif	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	VNU	Spécialiste des affaires judiciaires	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
Total partiel	-12				
Services d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité	+1	D1	Administrateur général chargé des questions d'état de droit	Poste transféré	Poste transféré depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général (État de droit)
	+1	P-4	Fonctionnaire chargé de la formation	Poste transféré	Poste transféré depuis le Service consultatif de l'administration pénitentiaire
	+1	P-3	Spécialiste des questions pénitentiaires	Poste transféré	Poste transféré depuis le Service consultatif de l'administration pénitentiaire
	+1	SM	Assistant administratif	Poste transféré	Poste transféré depuis le Service consultatif de l'administration pénitentiaire
	+1	AN	Fonctionnaire chargé de la formation	poste transféré	Poste transféré depuis le Service consultatif de l'administration pénitentiaire
	+1	VNU	Administrateur chargé des rapports	Poste transféré	Poste transféré depuis le Service consultatif de l'administration pénitentiaire
	+2	VNU	Formateur pour les questions pénitentiaires	Postes transférés	Postes transférés depuis le Service consultatif de l'administration pénitentiaire
	+1	P-4	Conseiller juridique	Poste transféré	Poste transféré depuis la Section de la réforme de la législation et des politiques
	+1	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Poste transféré	Poste transféré depuis la Section de la réforme de la législation et des politiques
	+1	AN	Spécialiste des affaires judiciaires	Poste transféré	Poste transféré depuis la Section de la réforme de la législation et des politiques
	+1	GN	Assistant d'équipe	Poste transféré	Poste transféré depuis la Section de la réforme de la législation et des politiques

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	+1	VNU	Spécialiste des affaires judiciaires	Poste transféré	Poste transféré depuis la Section de la réforme de la législation et des politiques
	+1	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Poste transféré	Poste transféré depuis le Groupe du renforcement des capacités et de l'encadrement
	+2	AN	Spécialiste des affaires judiciaires	Postes transférés	Postes transférés depuis le Groupe du renforcement des capacités et de l'encadrement
	+1	GN	Assistant d'équipe	Poste transféré	Poste transféré depuis le Groupe du renforcement des capacités et de l'encadrement
	+1	P-4	Spécialiste de la réforme du secteur de la sécurité	Poste transféré	Poste transféré depuis le Groupe de la réforme du secteur de la sécurité
	+1	VNU	Administrateur de programme (réforme du secteur de la sécurité)	Poste transféré	Poste transféré depuis le Groupe de la réforme du secteur de la sécurité
	+1	P-5	Spécialiste hors classe de la réforme du secteur de la sécurité	Création de poste	
	+1	P-3	Spécialiste de la réforme du secteur de la sécurité	Poste transféré	Poste transféré depuis le Groupe du renforcement des capacités et de l'encadrement
	+1	P-3	Spécialiste de la réforme du secteur de la sécurité	Création de poste	
	+1	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Création de poste	
	+1	VNU	Spécialiste adjoint de la réforme du secteur de la sécurité	Création d'emploi	
Total partiel	+24				
Section des droits de l'homme et de la protection	-1	P-4	Spécialiste des droits de l'homme	Poste supprimé	
	-1	SM	Assistant administratif	Poste supprimé	
	-1	GN	Assistant administratif	Poste supprimé	
Total partiel	-3				
Groupe de la réforme du secteur de la sécurité	-1	P-3	Spécialiste des questions d'état de droit	Poste supprimé	
	-1	P-4	Spécialiste des politiques	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-1	VNU	Spécialiste des questions d'état de droit	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
Total partiel	-3				
Groupe du renforcement des capacités et de l'encadrement	-3	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Postes supprimés	
	-1	GN	Assistant d'équipe	Poste supprimé	
	-1	P-4	Spécialiste des questions d'état de droit	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	P-3	Spécialiste des affaires judiciaires	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	AN	Spécialiste des questions d'état de droit	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	AN	Spécialiste des affaires judiciaires	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
	-1	GN	Assistant d'équipe	Poste transféré	Poste transféré au Service d'appui à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité
Total partiel	-9				
Composante 3 : consolidation de la paix					
Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Consolidation de la paix/Coordonnateur résident)	-1	P-4	Spécialiste des affaires civiles	Poste supprimé	
	-1	P-3	Spécialiste des affaires civiles	Poste supprimé	
	-1	GN	Assistant administratif	Poste supprimé	
	-1	VNU	Assistant spécial	Poste supprimé	
	+1	P-4	Spécialiste des secours, du relèvement et de la réinsertion	Poste transféré	Réaffectation d'un poste depuis le Service de la consolidation de la paix
	+1	AN	Spécialiste des secours, du relèvement et de la réinsertion	Poste transféré	Réaffectation d'un poste depuis le Service de la consolidation de la paix
Total partiel	-2				

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Service de la consolidation de la paix	-1	P-5	Spécialiste des affaires civiles (hors classe)	Poste supprimé	
	-2	P-4	Spécialiste des affaires civiles	Postes supprimés	
	-1	P-3	Spécialiste des affaires civiles	Poste supprimé	
	-2	SM	Assistant administratif	Postes supprimés	
	-1	AN	Spécialiste des affaires civiles	Poste supprimé	
	-2	GN	Assistant d'équipe	Postes supprimés	
	-1	P-4	Spécialiste des secours, du relèvement et de la réinsertion	Poste transféré	Poste transféré au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Consolidation de la paix/Coordonnateur résident)
	-1	AN	Spécialiste des secours, du relèvement et de la réinsertion	Poste transféré	Poste transféré au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Consolidation de la paix/Coordonnateur résident)
Total partiel	-11				
Groupe du Conseiller pour l'égalité des sexes	-1	VNU	Spécialiste de la problématique hommes-femmes	Poste supprimé	
Total partiel	-1				
Équipe d'appui aux bureaux locaux	+1	P-4	Coordonnateur	Poste transféré	Poste transféré depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	+1	P-3	Coordonnateur	Poste transféré	Poste transféré depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	+1	VNU	Attaché de liaison (adjoint de 1 ^{re} classe)	Poste transféré	Poste transféré depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général/Équipe d'appui aux bureaux locaux
	+1	VNU	Spécialiste des affaires civiles	Poste transféré	Poste transféré depuis le Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général/Bureau de Comté
Total partiel	+4				
Bureau régionaux	+5	P-4	Chef du bureau local	Postes transférés	Postes transférés depuis le Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général/Bureaux de comté

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	+2	P-3	Spécialiste des affaires civiles	Postes transférés	Postes transférés depuis la Direction exécutive et administration/Bureaux de comté
	+2	P-3	Fonctionnaire de l'information	Postes transférés	Postes transférés depuis la Direction exécutive et administration/Bureaux de comté
	+2	P-3	Spécialiste des droits de l'homme	Postes transférés	Postes transférés depuis la Direction exécutive et administration/Bureaux de comté
	+3	P-2	Spécialiste des droits de l'homme (adjoint de 1 ^{re} classe)	Postes transférés	Postes transférés depuis la Direction exécutive et administration/Bureaux de comté
	+1	AN	Spécialiste des questions d'état de droit	Poste transféré	Poste transféré depuis la Direction exécutive et administration/Bureaux de comté
	+1	AN	Spécialiste des affaires civiles	Poste transféré	Poste transféré depuis le Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général/Bureaux de comté
	+5	GN	Assistant d'équipe	Postes transférés	Postes transférés depuis la Direction exécutive et administration/Bureaux de comté
	+5	VNU	Spécialiste des questions d'état de droit	Postes transférés	Postes transférés depuis la Direction exécutive et administration/Bureaux de comté
	+5	VNU	Spécialiste des affaires civiles	Postes transférés	Postes transférés depuis la Direction exécutive et administration/Bureaux de comté
	+4	VNU	Spécialiste des droits de l'homme	Postes transférés	Postes transférés depuis la Direction exécutive et administration/Bureaux de comté
	+4	AN	Spécialiste des affaires civiles	Création de postes	
	+6	AN	Spécialiste des droits de l'homme	Création de postes	
	+2	AN	Fonctionnaire de l'information	Création de postes	
	+9	VNUN	Spécialiste des affaires civiles	Création d'emplois	
Total partiel	+56				
Composante 4 : appui					
Bureau du Directeur et du Directeur adjoint de l'appui à la mission	-1	P-3	Fonctionnaire d'administration	Poste supprimé	
	-1	P-5	Officier de liaison	Poste supprimé	
	-1	SM	Assistant administratif	Poste supprimé	

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Total partiel	-3				
Groupe de la gestion de l'information	-1	GN	Commis à la gestion des archives	Poste supprimé	
	-1	GN	Commis à la gestion des archives	Poste supprimé	
	-1	VNU	Assistant à la gestion des archives	Poste supprimé	
Total partiel	-3				
Centre intégré de formation du personnel des missions	-1	P3	Fonctionnaire chargé de la formation	Poste supprimé	
	-1	AN	Fonctionnaire chargé de la formation	Poste supprimé	
	-1	GN	Assistant à la formation	Poste supprimé	
Total partiel	-3				
Centre des opérations d'appui à la mission	-1	P-3	Logisticien	Poste supprimé	
	-3	GN	Logisticien	Postes supprimés	
Total partiel	-4				
Bureaux régionaux	-11	GN	Assistant administratif	Postes supprimés	
	-1	P-4	Fonctionnaire d'administration régional	Poste reclassé	Poste reclassé de P-4 à P-3 Fonctionnaire d'administration régional
	+1	P-3	Fonctionnaire d'administration régional	Poste reclassé	Poste reclassé de P-4 à P-3. Fonctionnaire d'administration régional
	-2	SM	Fonctionnaire d'administration	Postes supprimés	
Total partiel	-13				
Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications	-1	P-5	Chef des télécommunications et des technologies de l'information	Poste supprimé	
	-3	SM	Technicien en télécommunications	Postes supprimés	
	-1	SM	Assistant informaticien	Poste supprimé	
	-1	SM	Assistants aux télécommunications	Poste supprimé	
	-1	SM	Assistant aux systèmes d'information géospatiale	Poste supprimé	

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-6	GN	Assistants aux télécommunications	Postes supprimés	
	-1	GN	Assistant aux systèmes d'information géospatiale	Poste supprimé	
	-2	GN	Assistant au standard	Postes supprimés	
	-1	GN	Technicien radio	Poste supprimé	
	-2	GN	Assistant informaticien	Postes supprimés	
	-1	GN	Technicien en télécommunications	Poste supprimé	
	-2	VNU	Assistant au Centre de communication	Postes supprimés	
	-2	VNU	Assistant au Centre des services et des appels	Postes supprimés	
	-3	VNU	Assistant informaticien	Postes supprimés	
	-1	VNU	Analyste informatique et bases de données	Poste supprimé	
	-1	VNU	Technicien en télécommunications	Poste supprimé	
	-1	VNU	Ingénieur réseau	Poste supprimé	
	-1	P-4	Chef des télécommunications et des technologies de l'information	Poste reclassé	Titre fonctionnel modifié
	+1	P-4	Chef des télécommunications et des technologies de l'information	Poste reclassé	Titre fonctionnel modifié
Total partiel	-30				
Section des finances et du budget	-1	P-4	Fonctionnaire des finances (états de paie)	Poste supprimé	
	-1	VNU	Assistant aux finances	Poste supprimé	
	-1	P-5	Chef de la Section des finances et du budget	Poste reclassé	Poste reclassé de P-5 à P-4
	+1	P-4	Chef de la Section des finances et du budget	Poste reclassé	Poste reclassé de P-5 à P-4
	-1	P-4	Chef du Groupe du budget	Poste reclassé	Poste reclassé de P-4 à P-3
	+1	P-3	Fonctionnaire du budget	Poste reclassé	Poste reclassé de P-4 à P-3
	-1	P-3	Fonctionnaire du budget	Poste reclassé	Poste reclassé de P-3 à SM5
	+1	SM	Assistant (budget)	Poste reclassé	Poste reclassé de P-3 à SM
Total partiel	-2				
Section de la gestion des ressources humaines	-1	AN	Spécialiste des ressources humaines	Poste supprimé	

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-4	GN	Assistant chargé des ressources humaines	Postes supprimés	
	-1	GN	Assistant (voyages)	Poste supprimé	
	-1	GN	Assistant d'équipe	Poste supprimé	
	-3	VNU	Assistant chargé des ressources humaines	Postes supprimés	
	-1	VNU	Assistant (voyages)	Poste supprimé	
	-1	VNU	Assistant administratif	Poste supprimé	
	-1	VNU	Spécialiste chargé de l'information sur le terrain (VNU)	Poste supprimé	
	+1	VNUN	Assistant administratif	Création d'emploi	
	-1	SM	Assistant chargé des ressources humaines	Poste supprimé	
	-1	P-5	Chef de la Section des ressources humaines	Poste reclassé	
	+1	P-4	Chef de la Section des ressources humaines	Poste reclassé	
Total partiel	-13				
Section de la gestion intégrée des stocks	-1	SM	Assistant (entrepôts)	Poste supprimé	
	-15	GN	Assistant (entrepôts)	Postes supprimés	
	-1	GN	Assistant (gestion des biens et des fournitures)	Poste supprimé	
	-2	VNU	Assistant (entrepôts)	Postes supprimés	
	-2	VNU	Assistant (gestion des biens et des fournitures)	Postes supprimés	
	-1	VNU	Assistant (entrepôts)	Poste réaffecté	Poste réaffecté à la Section des approvisionnements essentiels
	-1	VNU	Assistant (entrepôts)	Poste réaffecté	Poste réaffecté à la Section des transports
	+1	SM	Assistant aux demandes d'achat	Poste réaffecté	Poste réaffecté depuis la Section des approvisionnements essentiels
	+3	GN	Assistant aux demandes d'achat	Postes réaffectés	Poste réaffecté depuis la Section des approvisionnements essentiels
	+1	SM	Assistant aux demandes d'achat	Poste réaffecté	Poste réaffecté depuis la Section du génie
	+1	VNU	Assistant aux demandes d'achat	Poste réaffecté	Poste réaffecté depuis la Section du génie
	+2	VNU	Assistant (gestion des biens et des fournitures)	Postes réaffectés	Postes réaffectés depuis la Section du génie
Total partiel	-15				

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Section de la gestion du matériel	-1	P-3	Chef du Groupe réception et inspection	Poste supprimé	
	-1	P-2	Fonctionnaire adjoint chargé des demandes de remboursement	Poste supprimé	
	-3	SM	Assistant au contrôle du matériel et à la gestion des stocks	Postes supprimés	
	-3	GN	Commis à la réception et à l'inspection	Postes supprimés	
	-2	GN	Groupe de contrôle du matériel et des stocks	Postes supprimés	
	-2	GN	Commis à la cession des biens	Postes supprimés	
	-1	GN	Assistant aux demandes de remboursement	Poste supprimé	
	-1	VNU	Assistant à la cession du matériel	Poste supprimé	
	-1	VNU	Assistant au matériel appartenant aux contingents	Poste supprimé	
	-1	SM	Administrateur chargé de la cession des biens	Poste réaffecté	Poste réaffecté à la Section des achats
Total partiel	-16				
Section des achats	-1	P-3	Fonctionnaire chargé des achats	Poste supprimé	
	-3	SM	Assistant aux achats	Postes supprimés	
	-4	GN	Assistant de bureau	Postes supprimés	
	-1	VNU	Assistant aux achats	Poste supprimé	
	+1	SM	Assistant aux achats	Poste réaffecté	Poste réaffecté depuis la Section de la gestion du matériel
Total partiel	-8				
Pilier Services	-1	P-4	Fonctionnaire d'administration	Poste reclassé	
	+1	P-3	Fonctionnaire d'administration	Poste reclassé	
Total partiel	-				
Section des approvisionnements essentiels	-1	SM	Assistant à la gestion des carburants	Poste supprimé	
	-1	SM	Assistant aux fournitures	Poste supprimé	

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-1	SM	Assistant à la gestion des carburants	Poste supprimé	
	-9	GN	Assistant à la gestion des carburants	Postes supprimés	
	-2	GN	Opérateur de véhicules lourds	Postes supprimés	
	-1	GN	Assistant chargé des rations	Poste supprimé	
	-2	VNU	Assistant chargé des rations	Postes supprimés	
	-2	VNU	Assistant à la gestion des carburants	Postes supprimés	
	-1	SM	Assistant administratif	Poste réaffecté	Poste réaffecté à la Section de la gestion intégrée des stocks
	-2	GN	Assistant aux fournitures	Postes réaffectés	Postes réaffectés à la Section de la gestion intégrée des stocks
	-1	GN	Assistant (entrepôts)	Poste réaffecté	Poste réaffecté à la Section de la gestion intégrée des stocks
	+1	VNU	Assistant (budget)	Poste réaffecté	Poste réaffecté depuis la Section de la gestion intégrée des stocks
Total partiel	-22				
Section des transports aériens	-1	P-3	Chef du centre des opérations aériennes de la Mission	Poste supprimé	
	-1	P-3	Spécialiste de la planification et de la programmation	Poste supprimé	
	-3	SM	Assistant aux opérations aériennes	Postes supprimés	
	-1	GN	Assistant aux opérations aériennes	Poste supprimé	
	-2	GN	Assistant d'équipe	Postes supprimés	
	-1	VNU	Assistant aux opérations aériennes	Poste supprimé	
	-1	VNU	Spécialiste météorologie	Poste supprimé	
Total partiel	-10				
Section des transports	-1	SM	Transports Buchanan	Poste supprimé	
	-1	SM	Transports Gbarnga	Poste supprimé	
	-1	SM	Transports (accueil)	Poste supprimé	
	-1	SM	Assistant administratif	Poste supprimé	
	-12	GN	Répartiteurs (véhicules légers)	Postes supprimés	

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-6	GN	Répartiteurs (véhicules lourds)	Postes supprimés	
	-3	GN	Atelier des véhicules légers	Postes supprimés	
	-1	GN	Atelier des véhicules de gamme intermédiaires	Poste supprimé	
	-2	GN	Atelier (accueil)	Postes supprimés	
	-6	GN	Atelier des véhicules lourds	Postes supprimés	
	-3	GN	Administration (CarLog)	Postes supprimés	
	-2	GN	Transports Tubmanburg	Postes supprimés	
	-2	GN	Transports Buchanan	Postes supprimés	
	-4	GN	Transports Gbarnga	Postes supprimés	
	-2	VNU	Électricien (CarLog)	Postes supprimés	
	-1	VNU	Atelier des véhicules lourds	Postes supprimés	
	-2	VNU	Transports Harper	Postes supprimés	
	-1	VNU	Transports Voinjama	Poste supprimé	
	-1	VNU	Transports Tubmanburg	Poste supprimé	
	+1	VNU	Assistant (transports)	Poste réaffecté	Poste réaffecté depuis la Section de la gestion intégrée des stocks
Total partiel	-51				
Section du contrôle des mouvements	-1	P-3	Fonctionnaire de l'organisation des mouvements et transports	Poste supprimé	
	-5	SM	Assistant au contrôle des mouvements	Postes supprimés	
	-8	GN	Assistant au contrôle des mouvements	Postes supprimés	
	-2	VNU	Assistant au contrôle des mouvements	Postes supprimés	
Total partiel	-16				
Section des services médicaux	-1	AN	Médecin	Poste supprimé	
	-5	GN	Infirmier	Postes supprimés	
	-1	GN	Assistant d'équipe	Poste supprimé	
	-1	GN	Chauffeur	Poste supprimé	
	-4	VNU	Médecin	Postes supprimés	
	-1	P-5	Chef du service médical	Poste reclassé	
	+1	P-4	Chef du service médical	Poste reclassé	

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Total partiel	-12				
Groupe de prévention et de lutte contre le VIH/sida	-1	AN	Spécialiste adjoint du VIH/sida	Poste supprimé	
Total partiel	-1				
Section du génie	-1	P-3	Ingénieur du génie civil	Poste supprimé	
	-3	SM	Technicien du génie	Postes supprimés	
	-32	GN	Assistant (gestion des installations)	Postes supprimés	
	-6	GN	Technicien du génie	Postes supprimés	
	-4	GN	Électricien	Postes supprimés	
	-5	GN	Technicien (approvisionnement en eau et assainissement)	Postes supprimés	
	-2	GN	Technicien (chauffage, ventilation et climatisation)	Postes supprimés	
	-2	GN	Assistant d'équipe	Postes supprimés	
	-1	GN	Opérateur de matériel lourd	Poste supprimé	
	-2	GN	Assistant (entrepôts)	Postes supprimés	
	-3	GN	Mécanicien (groupes électrogènes)	Postes supprimés	
	-3	VNU	Assistant (gestion des installations)	Postes supprimés	
	-1	VNU	Mécanicien (groupes électrogènes)	Poste supprimé	
	-1	VNU	Assistant (entrepôts)	Poste supprimé	
	-1	VNU	Ingénieur du génie civil	Poste supprimé	
	-2	VNU	Électricien	Postes supprimés	
	-1	SM	Assistant (budget)	Poste réaffecté	Poste réaffecté à la Section de la gestion intégrée des stocks
	-2	VNU	Assistant (entrepôts)	Postes réaffectés	Postes réaffectés à la Section de la gestion intégrée des stocks
	-1	VNU	Mécanicien (groupes électrogènes)	Poste réaffecté	Poste réaffecté à la Section de la gestion intégrée des stocks
Total partiel	-73				
Total					
Personnel recruté sur le plan international					
Personnel recruté sur le plan national	-29				

<i>Composante/Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	-61				
Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national	+14				
Total	-444				

Abréviations : SM = agent du Service mobile; GN = agent des services généraux recruté sur le plan national; AN = administrateur recruté sur le plan national; VNUN = Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan national; VNUI = Volontaire des Nations Unies recruté sur le plan international.